

## CENTRAFRIQUE

# Viols, sécurité, élections à venir : Catherine Samba-Panza nous dit tout

Après le succès du Forum national tenu du 4 au 11 mai, à Bangui, la présidente de la transition, Catherine Samba-Panza, ne s'était pas, encore, exprimée. Dans votre bimensuel préféré, elle livre la feuille de route qui sera, désormais, la sienne avant les élections.

**AFRIQUEÉDUCATION** : Madame la présidente, votre pays vient de connaître une accélération du processus de sa normalisation. A Libreville, le Sommet de la CEMAC a décidé du retour de l'institution CEMAC, à son siège, à Bangui. C'est la preuve que l'insécurité tant redoutée autrefois commence à être un lointain souvenir. A Luanda, la CIRGL vous a apporté son soutien afin que vous puissiez achever le travail que vous avez commencé à la tête de la transition. Le Forum de Bangui tant redouté a été un succès. Il faut maintenant mettre en œuvre les recommandations. La CEEAC, à N'Djamena, a prolongé la transition jusqu'à la fin de l'année. Les bailleurs de fonds, à Bruxelles, le 26 mai, ont promis des concours à l'occasion de la journée centrafricaine organisée à cet effet. Le lendemain, à Paris, vous avez rencontré François Hollande et la patronne de la Francophonie, Michaëlle Jean, qui vous ont apporté leur appui. On a besoin de dire : tout va bien pour vous finalement, malgré les critiques qui sont parfois vives de certains de vos compatriotes qui pensent que vous ne faites pas assez.

**Catherine Samba-Panza** : Les faits que vous-même avez évoqués



Avec la chef de la diplomatie européenne, l'Italienne, Federica Mogherini, le 26 mai, à Bruxelles.

et qui caractérisent l'actualité centrafricaine sont suffisamment éloquents pour me dispenser de tous commentaires qui pourraient paraître narcissiques.

Je tiens aussi à vous remercier, tout particulièrement, de l'intérêt que vous portez à notre pays en prêtant attention à l'action gouvernementale que vous traitez en toute objectivité et sans complaisance. Je ne peux que m'en féliciter et inciter mes frères et sœurs à faire de même.

Tous mes compatriotes se

devraient de puiser dans ces faits des éléments de fierté, de satisfaction et d'encouragement. Ils soulignent si besoin en était la crédibilité des actions qui sont réalisées par les autorités de la transition. Nous devons les capitaliser et y trouver des facteurs de cohésion, de synergie.

**Madame la présidente, j'ai beaucoup de questions et l'opinion veut exactement savoir. On critique le fait que l'insécurité ne soit pas totalement enrayée sur l'ensemble du territoire, et même, parfois, à**

**Bangui, de temps en temps, on entend des coups de feu. Sans langue de bois, est-ce que les Nations-Unies et les Français, sur le plan militaire et de la sécurité, présentent un bilan qui vous satisfait ? Je pose la question car pour la population, on ne fait pas assez.**

Je pense qu'il faut rendre hommage aux forces Internationales qui sont intervenues en RCA. Je profite de l'occasion pour rendre hommage à tous ceux qui sont tombés au nom de la liberté en Centrafrique.

Aujourd'hui, nous gérons des problèmes de grand banditisme. La situation était très difficile à mon arrivée. Il s'agissait de faire le moins de pertes en vies humaines que possible, c'était la stratégie sécuritaire. Qu'aurait-on dit si les forces internationales avaient usé d'une façon massive leurs armes ?

La MINUSCA qui va, bientôt, atteindre sa pleine capacité, c'est-à-dire, plus de 10 000 hommes et les SANGARIS sont plus que jamais aux côtés de la RCA. La reconstruction de nos forces intérieures avec le soutien des partenaires pour refaire et renforcer la police et la gendarmerie, est en cours. Les patrouilles, uniquement, composées des hommes armés centrafricains, se déploient maintenant, partout, aidées par les forces internationales. Nos forces de police et de gendarmerie sont la base de l'appui judiciaire.

J'ai remis, en place, une chaîne de commandement composée d'officiers provenant de grandes écoles et j'ai confié à l'état-major, le Bataillon spécial d'Intervention.

Nous respectons les mesures prises par la Communauté internationale contre la RCA en imposant un embargo sur les armes.

Nous avons un centre d'opérations, qui se réunit, chaque lundi, au Palais de la Renaissance (présidence de la République, ndlr). Ce Centre d'opérations est composé des forces internationales et nationales sous l'égide d'un ministre-



Accueil à N'Djamena par Idriss Déby Itno.

*Aujourd'hui, nous gérons des problèmes de grand banditisme. La situation était très difficile à mon arrivée. La MINUSCA va bientôt atteindre sa pleine capacité, avec plus de 10 000 hommes et les Sangaris sont plus que jamais aux côtés de la RCA. La reconstruction de nos forces intérieures est en cours*

conseiller qui préside le Comité technique de coordination. Chaque mois, je reçois tous les généraux qui participent aux réunions de coordination.

**Que proposez-vous au niveau militaire et policier pour que le pays aille aux élections sans que les candidats aient peur d'aller faire campagne dans tel ou tel coin du pays ?**

Des mesures seront prises pour assurer aux candidats une libre circulation sur l'ensemble du territoi-

re avec le concours des forces étrangères car pour le moment, nos seuls moyens sont insuffisants pour assumer une telle responsabilité.

Il existe auprès de l'Agence nationale des élections un spécialiste pour étudier, faire des propositions idoines et veiller à leur mise en œuvre pour garantir des élections sans peur, selon les standards internationaux.

Nous attendons qu'avec l'appui des partenaires extérieurs, il mette au point un Plan de Sécurité qui couvrirait, non seulement, les candidats, mais aussi, les équipements de même que l'ensemble des sites qui abriteront les opérations électorales en prévention de tout désordre inadmissible.

**Où en est la restructuration de l'armée, de la gendarmerie, de la police et des services de renseignement du Centrafrique ? Qui vous aide dans ce domaine, et pour avoir quel résultat ? Où en est-on actuellement ?**

La restructuration des forces armées est en cours. Un haut-commissariat à la défense et à la sécurité a été créé attaché au cabinet du premier ministre. Lors du Forum national de Bangui, les groupes armés ont signé un accord de DDRR. Ce DDRR (Démobilisation,

Désarmement, Réinsertion et Rapatriement) est sous la responsabilité de l'EUMAM (Mission militaire européenne de conseil). La transition ne fait que jeter les bases. La loi de programmation militaire sera faite lors du retour à l'ordre constitutionnel.

**Les élections ne pourront plus se tenir en juin et juillet de cette année. Le budget est loin de l'équilibre. On tourne en rond visiblement. Pouvez-vous nous dire combien d'argent vous attendez de qui ? Autrement dit, quels sont les bailleurs de fonds qui ont promis des concours et combien ont-ils promis ? Combien sont-ils à jour de leurs promesses ? Ces promesses sont-elles suffisantes ? Combien faut-il encore pour équilibrer le budget des élections ?**

Le report des élections représente l'une des recommandations fortes du Forum, fondé sur un exposé technique sur les conditions techniques d'organisation des élections présenté par le président de l'Autorité nationale des élections (ANE).

Voici les éléments de réponse à vos multiples interpellations sur les élections.

Les besoins de financement du processus électoral sont estimés à plus de 43 millions de dollars sur lesquels des engagements ont été annoncés dans le voisinage de 22,8 millions de dollars, soit, 52 % environ des ressources nécessaires.

Les partenaires extérieurs qui ont fait des annonces sont au nombre de quatre. Ce sont :

- la France, à hauteur de 500.000 euros, à ce jour, totalement, libérés ;
- l'Union africaine pour un montant de 500.000 euros ;
- l'Union européenne pour 19.000.000 d'euros dont 42 % versés, et ;
- le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) pour 2.000.000 de dollars, en totalité, décaissés.



Séance de travail à l'Elysée, le 27 mai matin.

Sur la base de ces indications, si la totalité des annonces était décaissée, on resterait, toujours, confronté à un gap de financement de 48% pour lequel aucun engagement n'est, encore, pris.

A ce jour, seuls 25% des fonds ont été reçus. Nous sommes loin des objectifs financiers pour les élections. Sans commentaire. Je laisse à votre discrétion de tirer les

*A ce jour, seuls 25% des fonds ont été reçus pour organiser les élections. C'est sans commentaire. Je laisse à votre discrétion de tirer les conclusions d'une pareille situation*

conclusions d'une pareille situation.

Je redis toute notre volonté politique, notre détermination à aller aux élections dans les délais les plus courts. C'est le lieu de réitérer notre appel à la communauté internationale afin qu'elle rende les moyens disponibles pour les élections.

**Le Centrafrique appartient à plusieurs organisations sous-régio-**

**nales dont la CEMAC, la CEEAC, la CIRGL et j'en passe. Qui et comment, concrètement, chacune de ces organisations aide le Centrafrique afin que l'opinion sache exactement qui fait quoi pour aider votre pays ?**

Vous me permettez de rendre un hommage appuyé à toutes les organisations sous-régionales et régionales que vous avez énumérées pour l'appui multiforme qu'elles ne cessent de nous apporter, concours sans lequel la situation du pays serait plus grave.

Je tiens, ici, à leur exprimer toute notre gratitude pour cette solidarité agissante.

Nos attentes financières sont assurément colossales et nous comprenons qu'elles ne puissent y répondre comme nous l'aurions souhaité. Le peu que nous recevons rend un grand service. Bien entendu, nous ne rechignerons s'il y a un mieux.

Il nous sera très bénéfique que les autres membres de la communauté internationale qui n'appartiennent pas encore au cercle de nos soutiens se laissent gagner par leur exemple.

**Parlons maintenant, si vous le voulez bien, de la justice. Un vaste chantier. Pourquoi ne pas avoir délégué vos compétences carrément à la CPI qui dispose des moyens et des réseaux néces-**

## **saies pour faire le travail à votre place ?**

La saisine de la CPI répond à la volonté des autorités de la Transition de mener la lutte contre l'impunité. Il est vrai que mon pays a été marqué par des violations massives et graves des droits de l'homme, il est impératif de rendre justice aux victimes et leur permettre de faire le deuil, suite à l'extrême brutalité des drames vécus. Le Traité de Rome sur la CPI a prévu le principe de complémentarité qui offre la possibilité de la mise en place des tribunaux ad hoc, permettant de juger l'ensemble des présumés auteurs des faits.

Dans ce domaine, nous avons une première innovation par la mise en place de la Cour pénale spéciale de la RCA (composée de 27 magistrats dont 13 étrangers) en terre centrafricaine, avec la promulgation de la loi sur cette haute juridiction appelée à juger les présumés auteurs de faits de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. L'une des recommandations du Forum national de Bangui relative à la Commission Justice Vérité Réparation et Réconciliation sera opérationnelle dans un proche avenir, pour une approche de justice coutumière pour les auteurs, qui ne seront pas passibles des peines répressives afin de parfaire le pardon et la réconciliation.

**Au regard de l'état dans lequel se trouve votre pays, il y a encore beaucoup à faire, même si les choses avancent dans le bon sens. Qu'est-ce que vous avez commencé à faire et que va trouver votre successeur en arrivant ?**

Mon successeur en arrivant trouvera :

- Des forces armées et de sécurité réorganisées
- Les FACA remises en ordre
- La sécurité
- La réconciliation entre Centrafricains
- Un ensemble de recommandations du Comité de Suivi du Forum national de Bangui



**Accueil majestueux par François Hollande.**

*Les élections sont au centre des priorités de la transition. Nous sommes mobilisés pour les organiser dans le courant de l'année 2015. Mais nous n'avons pas le contrôle de tous les facteurs qui doivent nous y conduire*

- Une Cour pénale spéciale opérationnelle
- La paix
- La RCA reconnue par la Communauté Internationale.

Toutes choses que je n'ai pas trouvées en arrivant en janvier 2014.

Cela dit, le chantier est immense et il restera beaucoup à faire. Nous allons pouvoir lancer le DDRR.

La restauration de l'autorité de l'Etat dans l'arrière-pays qui est en cours devra être consolidée pour donner les fruits sécuritaires dont le pays a un grand besoin.

En gros, je veillerai à mettre en œuvre les recommandations issues du Forum. Comme, il s'agit d'un vaste chantier, il en restera pour nos successeurs.

**Vous êtes la présidente du Centrafrique. Un métier dur. Très dur au point qu'il a dépassé vos prédécesseurs hommes. A la tête de l'Union africaine, il y a une femme, Xhosazana Dlamini-Zuma que vous connaissez. Comme secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie, c'est, également, une femme que vous venez de rencontrer à Paris. Je pourrais aussi citer Samantha Powell qui vous a déjà rendu visite, à Bangui, tout comme, Fatou Bensouda, la procureur de la CPI. Je cite ces femmes (il y en a d'autres) car je suis persuadée qu'elles feraient tout pour vous aider à réussir votre mission. Les sollicitez-vous suffisamment ?**

Pour le moins, toutes les femmes respectables que vous avez citées sont très attentives au sort de la RCA. Elles ne ménagent pas leurs efforts pour voler à son secours chaque fois qu'elles sont sollicitées. Peut-être que nous gagnerions à les solliciter plus souvent. Mais notre stratégie consiste à compter d'abord sur nos propres moyens, l'apport des autres ne devant venir qu'en appoint et non constituer l'essentiel.

**Les élections c'est quand ?**

Elles sont au centre des priorités de la transition. Et, nous sommes

mobilisés pour les organiser dans le courant de l'année 2015. Mais, nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître que nous n'avons pas le contrôle de tous les facteurs qui doivent nous y conduire. Nous avons évoqué, plus haut, ceux qui ont trait aux finances que nous peinons à rassembler pour pouvoir tenir des élections transparentes dont la crédibilité ne souffrirait d'aucune contestation.

**Allez-vous procéder à un remaniement ministériel maintenant que le Forum vous a donné une sorte de feuille de route ?**

La stabilité gouvernementale est importante pour mettre en œuvre les recommandations du Forum qui a plaidé pour le maintien des institutions de la transition. Cependant, nous nous réservons le droit de procéder à des ajustements techniques au cas où la mise en œuvre des recommandations du Forum ne donne pas entière satisfaction. Nous ne pouvons nous permettre le luxe d'un laxisme à ce sujet.

**En dehors de l'organisation des élections, quels sont les autres principaux chantiers auxquels vous allez vous attaquer avant de passer le pouvoir à votre successeur ?**

Les chantiers sont innombrables. Le mandat de la transition de même que sa durée relativement limitée ne peuvent permettre de les traiter tous de manière approfondie. Forcément ils feront partie des dossiers dont nos successeurs hériteront aux points où ils seront.

Je pense à la question sécuritaire qui est la condition sine qua non d'un retour à la paix, une conquête de tous les instants. On peut y verser la démobilisation, le désarmement, la réinsertion et le rapatriement, moyens les plus sûrs d'éradication de l'insécurité tant décriée, d'ailleurs, à juste titre. La restructuration des Forces de défense et de sécurité me préoc-



Première rencontre avec Michaëlle Jean, la patronne de l'OIF, à Paris, le 27 mai.

*L'histoire de viol des enfants centrafricains par des soldats français est un sujet grave, très grave même. Et la réserve dont je fais preuve est liée à la gravité de l'histoire. Je m'exprimerai, pleinement, lorsque l'enquête, en cours, mettra à notre disposition les éléments d'information, qui apporteront l'éclairage nécessaire.*

cupe aussi. La justice est un autre sujet de préoccupation car sans elle, il ne peut y avoir de véritable réconciliation qu'elle précède et soutient. La République centrafricaine est un pays meurtri. Il lui sera difficile de retrouver la plénitude de ses moyens sans une assistance humanitaire consistante pour faciliter les relocalisations et les réparations en faveur des victimes. Voilà un autre chantier qui n'est pas des moindres. Le nerf de la guerre, ce sont les finances. La mobilisation des res-

sources toujours plus accrues est un défi que nous nous employons à relever.

**A propos de cette histoire de viol des soldats français sur les enfants centrafricains. Quand allez-vous dire réellement ce qui s'est passé à votre peuple qui attend les explications de sa présidente ? Car jusque-là, vous ne vous êtes pas beaucoup exprimée sur ce sujet qui fâche.**

Ce sujet est grave, même, très grave. Et la réserve dont je fais preuve est liée à la gravité de l'histoire. Je m'exprimerai, pleinement, lorsque l'enquête, en cours, mettra à notre disposition les éléments d'information, qui apporteront l'éclairage nécessaire.

**Votre dernier mot ?**

Merci infiniment pour l'opportunité que vous m'offrez pour communiquer avec mes compatriotes et avec la communauté internationale qui est à notre chevet et pour tout l'effort que vous ne cessez de déployer afin que la réalité centrafricaine ne soit pas noyée par l'actualité mondiale.

C'est avec un réel plaisir que je vous retrouverai, toujours, pour évoquer, avec vous, la situation en République centrafricaine, qui nous interpelle sans cesse. ■

**Propos recueillis à Bangui le 4 juin par Jean-Paul Tédga**